

GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG
COUR ADMINISTRATIVE

Numéro du rôle : 36400C
Inscrit le 10 juin 2015

Audience publique du 14 janvier 2016

**Appel formé par
l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg
contre
un jugement du tribunal administratif du 11 mai 2015 (n° 34008 du rôle)
dans un litige l'opposant à
la société à responsabilité limitée ... s.à r.l., ...,
en matière de retenue d'impôt sur les revenus de capitaux**

-

Vu l'acte d'appel, inscrit sous le numéro 36400C du rôle, déposé au greffe de la Cour administrative le 10 juin 2015 par Monsieur le délégué du gouvernement Jean-Lou THILL, sur base d'un mandat afférent lui conféré par le ministre des Finances le 21 mai 2015, au nom de l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg, dirigé contre un jugement rendu par le tribunal administratif du Grand-Duché de Luxembourg le 11 mai 2015, par lequel ledit tribunal a déclaré justifié le recours introduit par la société à responsabilité limitée ... s.à r.l., établie et ayant son siège social à L-... inscrite au registre du commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro ..., représentée par son gérant en fonctions, tendant à la réformation d'une décision du directeur de l'administration des Contributions directes du 11 novembre 2013 déclarant irrecevable sa réclamation dirigée contre les bulletins de la retenue d'impôt sur les revenus de capitaux des années 2008, 2009 et 2010, tous émis en date du 15 mai 2013, de manière à avoir annulé ladite décision et renvoyé l'affaire devant le directeur pour prise en considération pour une première fois au niveau administratif des explications fournies et des pièces et documents versés ;

Vu le mémoire en réponse déposé au greffe de la Cour administrative le 9 juillet 2015 par Maître Céline BOTTAZZO, avocat à la Cour, inscrite au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg pour compte de la société à responsabilité limitée ... s.à r.l. ;

Vu les pièces versées en cause et notamment le jugement entrepris ;

Le rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Monsieur le délégué du gouvernement Jean-Lou THILL et Maître Céline BOTTAZZO en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 27 octobre 2015.

-

Le 15 mai 2013, le bureau d'imposition Luxembourg Sociétés 5 de l'administration des Contributions directes émit à l'égard de la société à responsabilité limitée ... s.à r.l., ci-après la « société ... », des bulletins de la retenue d'impôt sur les revenus des capitaux pour les exercices fiscaux 2008 à 2010.

Par courrier daté au 27 septembre 2013, la société ... fit introduire une réclamation à l'encontre des prédicts bulletins d'impôt en contestant notamment l'existence d'une distribution cachée de bénéfices dans son chef.

Le directeur de l'administration des Contributions directes, désigné ci-après par le « directeur », déclara cette réclamation irrecevable par décision du 11 novembre 2013, référenciée sous le numéro C19053 et motivée comme suit :

« Vu la requête introduite le 30 septembre 2013 par le sieur ... de la société ... s.à r.l. au nom de la société ... s.à r.l., ayant son siège social à L-..., pour réclamer contre les bulletins de l'impôt de la retenue d'impôt sur les revenus des capitaux des années 2008, 2009 et 2010, tous émis le 15 mai 2013.

Vu le dossier fiscal ;

Vu les §§ 228 et 301 de la loi générale des impôts (AO) ;

Considérant qu'en vertu de son pouvoir discrétionnaire, il est loisible au directeur des contributions de joindre des affaires si elles lui paraissent suffisamment connexes (cf. Conseil d'Etat du 6.2.1996, n°8925 du rôle) ; qu'en l'espèce, les réclamations ayant le même objet, il échet, dans l'intérêt d'une bonne administration de la loi, de les joindre pour y statuer ;

Considérant qu'aux termes des §§ 228 et 246 AO, dont la règle a été reprise dans l'instructions sur les voies de recours figurant aux bulletins entrepris, le délai de réclamation est de trois mois et court à partir de la notification, qui en cas de simple pli postal, est présumée accomplie le troisième jour ouvrable après la mise à la poste ;

qu'en vertu de l'art. 2 du règlement grand-ducal du 24.10.1978 portant exécution du § 211 AO, la notification est présumée accomplie le troisième jour ouvrable qui suit la remise de l'envoi à la poste ;

Considérant que les bulletins litigieux ont été émis le 15 mai 2013 et notifiés le 20 mai 2013 ; qu'ainsi le délai a expiré le 20 août 2013 ;

que toutes les réclamations sont donc tardives ;

Considérant qu'aux termes du § 83 AO ce délai est un délai de forclusion ;

Considérant que l'instruction n'a pas révélé de circonstances susceptibles de justifier un relevé de forclusion suivant les §§ 86 et 87 AO ;

Considérant qu'aux termes du § 252 AO les réclamations tardives sont irrecevables ;

PAR CES MOTIFS

dit les réclamations irrecevables ».

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif le 11 février 2014, la société ... fit introduire un recours tendant à la réformation de la décision directoriale précitée du 11 novembre 2013.

Dans son jugement du 11 mai 2015, le tribunal administratif reçut ce recours en la forme, le déclara justifié au fond, de manière à avoir, dans le cadre du recours en réformation, annulé la décision directoriale du 11 novembre 2013 déferée, renvoyé l'affaire devant le directeur pour prise en considération pour une première fois au niveau administratif des explications fournies et des pièces et documents versés et condamné la partie défenderesse aux frais.

Par requête déposée au greffe de la Cour administrative le 10 juin 2015, l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg a fait régulièrement relever appel de ce jugement du 11 mai 2015.

A l'appui de son appel, l'Etat reproche au tribunal une interprétation erronée de l'article 2 du règlement grand-ducal du 24 octobre 1978 concernant la notification des bulletins en matière d'impôts directs, ci-après désigné par le « *règlement grand-ducal du 24 octobre 1978* », en se référant à la jurisprudence suivant laquelle la présomption établie par cette disposition impose au destinataire d'établir l'absence de notification dans le délai présumé et qu'en cas de contestation de la notification par le destinataire, il doit établir des circonstances qui rendent plausible ce défaut, tandis que l'administration, même si elle n'établit pas la remise effective à la poste d'un bulletin, peut, par des preuves circonstanciées, établir que l'envoi a été accompli. L'Etat expose qu'il serait de principe que tout bulletin d'impôt, y compris les bulletins litigieux, serait remis à la poste à la date d'émission figurant sur le bulletin d'impôt et que cette date ressortirait clairement des copies des bulletins litigieux par lui soumises en cause. En outre, en pratique, tous les bulletins établis par les bureaux d'imposition seraient imprimés et expédiés de manière centralisée par le Centre des technologies de l'information de l'Etat (CTIE) sur base d'un procédé automatisé et le dossier fiscal tenu auprès du bureau d'imposition ne contiendrait que la seule feuille d'établissement sur base de laquelle le bulletin serait imprimé au CTIE. L'Etat souligne que cette façon de procéder aurait été reconnue comme valable dans un arrêt de la Cour administrative du 14 mai 2013 (n° 31799C du rôle) qui imposerait au destinataire du bulletin la charge de produire le bulletin envoyé et son enveloppe d'envoi afin de permettre la vérification de la date effective de la remise à la poste et de mettre, le cas échéant, à néant la présomption de notification établie par l'article 2 du règlement grand-ducal du 24 octobre 1978. L'Etat soutient que le fait d'avoir réclamé contre les bulletins litigieux et de les avoir produits comme pièces prouverait à suffisance de droit que ces bulletins auraient été réceptionnés, ce fait ayant également été retenu par le tribunal.

L'Etat conclut que les bulletins litigieux auraient dès lors bien été remis à la poste, de manière régulière, le jour de leur émission, mais que, pour des raisons imputables à la seule partie intimée, la réclamation du 27 septembre 2013 n'aurait pas été introduite dans les délais légaux. L'intimée ne serait partant pas en mesure de faire état d'une circonstance de nature à constituer un indice dans le sens que l'envoi contenant lesdits bulletins ne l'aurait pas atteinte dans le délai de notification, de manière à ne pas avoir renversé la présomption établie par l'article 2 du règlement grand-ducal du 24 octobre 1978.

L'intimée expose que son gérant unique se serait vu notifier un décompte de l'administration des Contributions directes à son domicile privé, sis à Oosterzele en Belgique, décompte relatif à l'impôt sur le revenu, à l'impôt communal, à l'impôt sur la fortune et à la retenue d'impôt sur le revenu des capitaux et ce à chaque fois pour les années 2008 à 2010. Dans la mesure où l'intimée n'aurait cependant pas reçu les bulletins d'impôt énumérés dans le décompte en question, elle se serait adressée par le biais de son comptable aussitôt, par voie téléphonique, à l'administration des Contributions directes. Lors de cet

entretien téléphonique, les autorités compétentes auraient informé son comptable du fait que le bureau d'imposition en charge du dossier de l'intimée avait conclu à l'existence d'une distribution cachée de bénéfices dans son chef. Suite à cette information, elle se serait empressée d'introduire auprès du directeur une réclamation, laquelle aurait cependant été déclarée irrecevable par ce dernier.

En droit, l'intimée demande la confirmation pure et simple du jugement entrepris et estime que l'Etat se prévaudrait à tort de la présomption de notification des bulletins d'impôt litigieux, au motif que la jurisprudence aurait déjà décidé que cette présomption ne saurait s'appliquer que si l'administration établit la remise à la poste de l'envoi contentant le bulletin d'impôt, de manière qu'en cas de contestation de la notification du bulletin par son destinataire et faute de preuve par l'administration de la remise à la poste, la présomption de notification légale ne jouerait pas et que la notification légale ne pourrait pas être considérée comme accomplie. L'intimée ajoute que l'arrêt de la Cour administrative invoqué par le délégué du gouvernement viserait le cas d'une réception du bulletin à une date postérieure à celle résultant de la présomption de notification, de manière que ses conclusions ne sauraient trouver application en l'espèce dans la mesure où l'intimée aurait toujours contesté tant l'envoi que la réception des bulletins à la date de leur émission. L'on ne pourrait ainsi pas exiger de l'intimée qu'elle produise les enveloppes d'envoi de bulletins qu'elle n'aurait jamais reçus. D'après l'intimée, le tribunal aurait également relevé que même si l'administration n'établit pas la remise effective à la poste d'un bulletin, elle pourrait, par des preuves circonstanciées, établir que l'envoi a été accompli. Or, en l'espèce, l'Etat n'aurait fourni aucune preuve en ce sens. Les éléments de l'espèce permettraient plutôt de conclure que les bulletins litigieux n'auraient pas été envoyés à l'intimée, ce dont témoigneraient notamment le libellé de la réclamation du 27 septembre 2013 et la demande de son mandataire du 23 décembre 2013 en obtention de copies des bulletins litigieux. En outre, les bulletins versés à l'appui du recours contentieux correspondraient aux copies des bulletins reçus en janvier 2014 suite à cette demande du 23 décembre 2013. L'intimée conclut à partir de ces développements que la charge de la preuve de la date d'envoi des bulletins litigieux incomberait effectivement à l'Etat et qu'à défaut par ce dernier d'avoir établi la date de la remise à la poste, le délai de réclamation n'aurait pas pu commencer à courir, de sorte que sa réclamation ne pourrait pas être qualifiée de tardive.

A titre subsidiaire, l'intimée souligne qu'il se dégagerait des copies des bulletins litigieux que ceux-ci auraient été adressés aux mains de son gérant à son adresse privée en Belgique. Elle indique qu'elle aurait vu son siège social dénoncé par son ancien domiciliataire avec effet au 27 décembre 2012, mais qu'elle aurait transféré son siège par acte notarié du 21 mai 2013, déposé au registre de commerce le 24 mai 2013, pour s'établir à son adresse actuelle à Malgré ce changement de son siège social dûment publié, l'administration aurait continué à utiliser l'adresse privée de son gérant en Belgique puisque les extraits de compte envoyés en juillet 2013 et ayant alerté l'intimée quant à l'émission des bulletins litigieux auraient été adressés à cette même adresse en Belgique. L'intimée fait valoir que l'envoi de bulletins à un destinataire résidant en dehors du Luxembourg devrait être effectué au moyen d'un envoi recommandé prévu par le § 88 (3) de la loi générale des impôts du 22 mai 1931, appelée « *Abgabenordnung* », en abrégé « *AO* », dans l'hypothèse où l'administration aurait omis de l'inviter, sur base du § 89 AO à désigner un mandataire au pays chargé de recevoir les notifications de l'administration des Contributions directes, la dispense de recourir aux envois recommandés prévue par le règlement grand-ducal du 24 octobre 1978 ne visant expressément que les destinataires résidant au Luxembourg. L'intimée conclut qu'il aurait dès lors appartenu à l'administration d'établir que les bulletins auraient effectivement été remis à la poste à la date annoncée du 13 mai 2013 dans les formes prévues par la loi, à savoir par la voie d'un courrier recommandé, mais qu'aucune pièce en ce sens n'aurait été produite par l'Etat.

Il y a lieu de préciser liminairement que l'agent domiciliataire de l'intimée avait dénoncé le siège de cette dernière avec effet au 27 décembre 2012, de manière que l'intimée ne disposait à partir de ce moment plus d'une adresse d'un siège valable à laquelle des bulletins auraient pu être notifiés. Il se dégage encore du dossier administratif que le bureau d'imposition Sociétés 5 s'est adressé, suivant courrier du 5 février 2013, au gérant unique de l'intimée avec la demande de « *communiquer la nouvelle adresse de la société* » et de fournir une copie du document ayant constaté le changement du siège. Aucune réponse à ce courrier de la part de l'intimée ne se trouve actée au dossier administratif voire alléguée par l'intimée. Dans la mesure où l'intimée a partant omis de communiquer une nouvelle adresse au bureau d'imposition compétent, où cette omission ne saurait être considérée comme susceptible d'empêcher une notification valable de bulletins et où rien n'indiquait que l'intimée ne devrait plus être qualifiée de contribuable résident, il y a lieu d'admettre que la façon de procéder du bureau d'imposition Sociétés 5, ayant consisté, en l'absence de réaction de la part du gérant suite au courrier prévisé du 5 février 2013, à adresser les bulletins litigieux émis à l'égard de l'intimée à l'adresse personnelle de son gérant unique par courrier simple, ne saurait prêter à critique pour avoir respecté par analogie le prescrit du § 89 AO.

Le § 211 (3) AO dispose que « *die Steuerbescheide sind verschlossen zuzustellen. Der Großherzog kann statt der Zustellung eine einfachere Form der Bekanntgabe zulassen* ».

En vertu de l'article 1^{er} du règlement grand-ducal du 24 octobre 1978 pris notamment sur base du § 211 (3) AO précité : « *Les bulletins qui fixent une cote d'impôt, ceux qui établissent séparément une valeur unitaire ou des revenus d'une certaine catégorie, ceux qui fixent la base d'assiette d'un impôt réel et ceux qui appellent en garantie un tiers responsable du paiement de l'impôt peuvent être notifiés aux destinataires qui demeurent au Grand-Duché par simple pli fermé à la poste. Il en est de même des bulletins qui ventilent une cote d'impôt ou une base d'assiette entre plusieurs communes* ».

Etant donné qu'il est constant en cause que l'intimée est un contribuable résident et que les bulletins litigieux ont fixé à son égard des cotes de la retenue d'impôt sur les revenus des capitaux, la notification desdits bulletins rentre dans le champ d'application de l'article 1^{er} du règlement grand-ducal du 24 octobre 1978 et a partant pu être effectuée par la voie d'un courrier simple fermé à la poste.

L'article 2 du même règlement grand-ducal établit une présomption de notification dans les termes suivants :

« *La notification par simple lettre est présumée accomplie le troisième jour ouvrable qui suit la remise de l'envoi à la poste à moins qu'il ne résulte des circonstances de l'espèce que l'envoi n'a pas atteint le destinataire dans le délai prévu.* ».

Les premiers juges ont interprété cette disposition en ce sens que la présomption de notification ne s'applique que si l'administration fiscale établit la remise à la poste de l'envoi contenant le bulletin d'impôt, de manière qu'en cas de contestation de la notification du bulletin d'impôt par le destinataire et faute de preuve par l'administration de la remise à la poste, la présomption de notification légale ne joue pas et que la notification légale ne peut pas être considérée comme accomplie.

Si cette interprétation peut être retracée à partir du libellé de l'article 2 du règlement grand-ducal du 24 octobre 1978, elle ne tient néanmoins pas compte des dispositions légales dans le cadre desquelles il s'insère.

En effet, le § 211 AO, en disposant dans sa première phrase que « *die Steuerbescheide sind verschlossen zuzustellen* », vise la « *Zustellung* » ou notification formelle comme mode à travers lequel les bulletins d'impôt sont à porter à la connaissance

de leurs destinataires. Les différentes formes de notification formelle telles que définies au § 88 AO s'analysent en une « *remise entourée d'un certain formalisme* » (Fabienne Rosen : *La notification des bulletins d'impôt et des autres décisions de la procédure d'imposition en matière de contributions directes*, Bulletin du Cercle François Laurent 2001, II, p. 59), lequel est destiné à constituer une preuve de la réception de l'acte à notifier par son destinataire. La forme la plus simple de la notification formelle est celle de l'envoi d'un « *eingeschriebener Brief* », prévue par le § 88 (3) AO. L'originalité de l'alinéa (3) du § 88 par rapport à son alinéa (1) réside dans le fait que l'autorité compétente est seulement tenue de prouver la date à laquelle l'enveloppe contenant l'acte a été remise à la poste et qu'elle est dispensée de l'obligation de s'aménager une preuve concrète de la prise de connaissance effective de l'acte par son destinataire, cette preuve étant remplacée par une présomption *juris tantum* de réception au troisième jour après la remise à la poste. Il en découle que le paragraphe 88 (3) AO autorise les autorités y visées à procéder à une notification par voie de lettre recommandée simple, un avis de réception n'étant point requis au vu de la dispense de la preuve d'une réception effective par le destinataire, et que la seule preuve à charge de l'autorité est celle de la remise de l'acte à la poste sous forme de pli fermé expédié en tant que lettre recommandée.

Par voie de conséquence, si la deuxième phrase du § 211 AO autorise le pouvoir réglementaire à prévoir une forme simplifiée de notification par rapport à la forme la plus allégée de la « *Zustellung* », cette disposition doit être comprise en ce sens qu'elle permet de réduire le formalisme par rapport à la seule preuve que l'administration doit se ménager au vœu du § 88 (3) AO, à savoir celle relative à la remise individuelle de l'envoi fermé contenant le bulletin à la poste.

Dans ces conditions, l'article 2 du règlement grand-ducal du 24 octobre 1978, en ce qu'il se fonde sur la deuxième phrase du § 211 AO, doit nécessairement être interprété en ce sens qu'il a pour finalité de dispenser l'administration de la charge de conserver une preuve de la remise à la poste individuelle de tout envoi contenant un bulletin alors même que c'est la date de la remise de l'envoi à la poste qui constitue le point de départ de la présomption de l'accomplissement de la notification. Dans ces conditions, ledit article doit être lu en ce sens qu'il valide l'organisation de l'impression et de l'expédition des bulletins par le biais du CTIE, telle que pratiquée d'après les explications du délégué du gouvernement, qui a été établie afin d'assurer que la date d'impression des bulletins corresponde à celle de la remise à la poste des envois les contenant, alors même que cette organisation ne permet à l'Etat ni de produire la preuve documentaire du respect sans faille de ladite organisation, ni de se ménager une preuve de la remise à la poste pour chaque envoi individuel d'un bulletin. L'article 2 du règlement grand-ducal 24 octobre 1978 doit ainsi être compris en ce sens qu'il permet de présumer que la date d'impression d'un bulletin correspond à celle de la remise à la poste de son courrier d'envoi.

Il est partant conforme à ce système qu'un bulletin notifié au contribuable porte une seule date se présentant *a priori* comme sa date d'émission et qu'aucune mention sur le bulletin ou dans l'instruction sur les voies de recours n'indique formellement la date de remise à la poste du courrier ou la correspondance de la date du bulletin avec celle de sa remise à la poste.

Cependant, la dispense en faveur de l'administration de la conservation d'une preuve formelle de la remise à la poste du courrier d'envoi d'un bulletin n'entraîne pas l'inexistence de toute preuve relative à la date d'envoi d'un tel courrier. En effet, une preuve de la date de la remise à la poste existe en ce que la mention afférente se trouve apposée sur l'enveloppe d'envoi du bulletin qui comporte toujours la date du traitement du courrier par l'Entreprise des Postes et Télécommunications, cette dernière date documentant que le courrier a été remis à la poste au plus tard le jour y indiqué.

Or, c'est le destinataire du bulletin qui détient cette seule preuve de la date de la remise à la poste suite à la notification du bulletin.

Dès lors, au vu de la finalité du règlement grand-ducal du 24 octobre 1978 d'admettre la notification de bulletins avec la dispense du récépissé de dépôt requis en cas de notification par courrier recommandé sur base du § 88 (3) AO, il y a lieu d'appliquer la présomption de notification prévue par l'article 2 du règlement grand-ducal du 24 octobre 1978 en ce sens qu'elle impose au destinataire l'obligation de faire état de circonstances qui rendent plausible le défaut de la notification dans le délai présumé, partant en produisant le bulletin lui notifié et l'enveloppe d'envoi y relative afin de permettre la vérification de la date effective de remise à la poste. Dans l'hypothèse où le contribuable affirme la réception du bulletin à une date postérieure à celle résultant de l'application de la présomption de notification sans pour autant soumettre en cause ces pièces, il n'a pas utilement renversé cette présomption par l'établissement d'indices suffisants en sens contraire.

Par contre, dans l'hypothèse où le contribuable nie totalement la réception de l'envoi contenant le bulletin, il ne saurait se voir imposer la production du bulletin original et de son enveloppe d'envoi en vue d'être admis à contester la notification valable du bulletin. Une telle preuve serait impossible à fournir dans la mesure où le contribuable argue précisément qu'il n'aurait jamais reçu ces documents. Par contre, conformément à l'article 2 du règlement grand-ducal du 24 octobre 1978, la simple négation ne suffit pas et le contribuable doit faire état d'un faisceau convergent de circonstances qui permettent de conclure que l'envoi n'a effectivement pas du tout atteint son destinataire.

Or, en l'espèce, il se dégage des éléments en cause que les bulletins de la retenue d'impôt sur les revenus des capitaux pour les exercices fiscaux 2008 à 2010, dont la société ... conteste la réception, ont été émis le 15 mai 2013 et adressés à l'adresse personnelle de son gérant, tandis que l'extrait de compte, dont elle admet la réception, a été émis et envoyé à la même adresse à une date postérieure, à savoir le 15 juillet 2013, de manière que l'hypothèse de l'espèce n'est pas celle d'une émission et d'un envoi parallèles de ces bulletins et extrait et de la non-réception alléguée d'une partie seulement de ces envois, mais celle d'envois séparés et espacés dans le temps dont le premier ne serait pas parvenu à son destinataire.

En ce qui concerne la suite, la société ... expose, sans être contredite à cet égard, qu'elle aurait chargé son comptable de prendre des renseignements concernant cet extrait de compte auprès de l'administration des Contributions directes et que son comptable aurait obtenu dans le cadre d'un entretien téléphonique l'information orale que le bureau d'imposition en charge du dossier de l'intimée avait conclu à l'existence d'une distribution cachée des bénéfices dans son chef. Il se dégage en outre du libellé de la réclamation du 27 septembre 2013 introduite au nom de l'intimée que cette dernière y conteste la réception des bulletins litigieux et qu'elle se réfère à l'extrait de compte du 15 juillet 2013 et à l'entretien téléphonique susvisé comme seuls éléments à sa disposition pour supposer que les montants d'impôts visés dans l'extrait de compte sont fondés sur l'admission de distributions cachées de bénéfices dans son chef. De même, le mandataire de l'intimée a demandé, par courrier du 23 décembre 2013, la délivrance de copies des bulletins concernant les années 2008 à 2010 au motif que « *les bulletins d'imposition quant à eux ne lui ont jamais été adressés ou en tout cas ne lui sont jamais parvenus* » et l'intimée précise que les copies des bulletins versés par elle dans le cadre de son recours contentieux sont celles qui lui été adressées en janvier 2014 suite à cette demande.

La Cour est amenée à conclure à partir de l'ensemble de ces éléments que l'intimée se prévaut à la base d'une situation qui rend un défaut de notification des bulletins litigieux plausible et qu'elle met en avant un comportement ultérieur cohérent correspondant à celui d'un contribuable qui n'a effectivement pas reçu les bulletins d'impôt visés dans un extrait

de compte subséquent. Dans ces conditions, l'intimée doit être considérée comme ayant fait état, dans la situation particulière de l'espèce, d'un faisceau convergent de circonstances qui permettent de conclure que les bulletins litigieux n'ont effectivement pas atteint leur destinataire, de manière que la présomption de notification prévue par l'article 2 du règlement grand-ducal du 24 octobre 1978 ne peut pas lui être opposée pour voir déclarer sa réclamation du 27 septembre 2013 dirigée contre lesdits bulletins irrecevable pour cause de tardiveté au vu de l'expiration du délai de réclamation.

Il découle de ces développements que l'appel étatique est à rejeter comme n'étant pas justifié et que le jugement entrepris est à confirmer quoique pour des motifs différents.

PAR CES MOTIFS

la Cour administrative, statuant à l'égard de toutes les parties en cause,
reçoit l'appel du 10 juin 2015 en la forme,
au fond, le déclare non justifié et en déboute l'Etat,
partant, confirme le jugement entrepris du 11 mai 2015,
condamne l'Etat aux dépens de l'instance d'appel.

Ainsi délibéré et jugé par:

Francis DELAPORTE, président,
Serge SCHROEDER, premier conseiller,
Lynn SPIELMANN, conseiller,

et lu à l'audience publique du 14 janvier 2016 au local ordinaire des audiences de la Cour par le président, en présence de la greffière en chef de la Cour Anne-Marie WILTZIUS.

s. WILTZIUS

s. DELAPORTE